

Consultation des pays d'Afrique de l'ouest et du Centre

En prélude à la consultation des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui doit se tenir les 24 et 25 mai 2005 dans la capitale malienne pour traiter du thème de la violence contre les enfants, le palais des Congrès de Bamako abrite une session d'information sur la question, au profit de journalistes venus de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre dont le nôtre.

Cette Session qui s'est ouverte lundi 23 février 2005 en milieu de matinée, en présence du directeur régional de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dr. Ezio Murzi, de Jean Claude Legrand conseiller régional Protection au Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (BRAOC), Sergio Paulo Pinheiro expert indépendant et la représentante de l'Unicef au Mali ; prend fin dans l'après-midi à 18 heures. Au menu du programme de cette journée très chargée, les journalistes ont eu à écouter un premier panel introductif à la consultation régionale sur les violences faites aux enfants de l'étude élaborée sur le sujet par le Professeur Sergio Paulo Pinheiro, auquel le Secrétaire Général des Nations Unies a confié la mission.

Lire page 7

Consultation des pays d'Afrique de l'ouest et du Centre

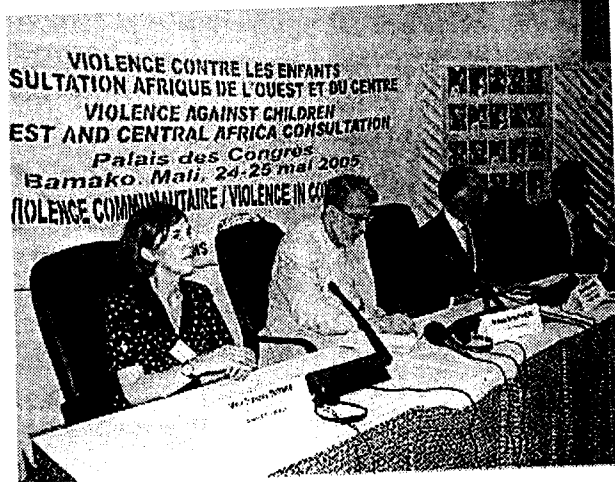
En prélude à la consultation des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui doit se tenir les 24 et 25 mai 2005 dans la capitale malienne pour traiter du thème de la violence contre les enfants, le palais des Congrès de Bamako abrite une session d'information sur la question, au profit de journalistes venus de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre dont le nôtre.

Cette Session qui s'est ouverte lundi 23 février 2005 en milieu de matinée, en présence du directeur régional de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Dr. Ezio Murzi, de Jean Claude Legrand conseiller régional Protection au Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (BRAOC), Sergio Paulo Pinheiro expert indépendant et la représentante de l'Unicef au Mali ; prend fin dans l'après-midi à 18 heures. Au menu du programme de cette journée très chargée, les journalistes ont eu à écouter un premier panel introductif à la consultation régionale sur les violences faites aux enfants de l'étude élaborée sur le sujet par le Professeur Sergio Paulo Pinheiro, auquel le Secrétaire Général des Nations Unies a confié la mission. Le second panel de la journée aborde les droits de l'enfant notamment le point de vue des religieux ; la présentation du guide " Médias et protection des enfants " ; le lancement de la publication sur l'étude des cas (élaboration de programmes pour les adolescents dans les situations de conflit et les situations d'après conflit, suivi de débats) ; avant de marquer le clou par l'évènement spécial sur le mouvement mondial en faveur des enfants animé par le Mouvement Africain des Enfants et des Jeunes Travailleurs (MAEJT) et la Coalition des Ong Africaines en Faveur des Enfants (CONAFE).

L'objectif de la session de formation, a souligné Sergio Paulo Pinheiro, l'expert indépendant, est de développer un véritable partenariat pour aider les journalistes à dénoncer toutes les formes de violence faites aux enfants et aussi à se constituer en lobbies de pression.

Une étude pour quoi ?

La réponse coule de source, car l'expert a situé d'abord le contexte pour expliquer que partout dans le monde, des enfants sont victimes de violence multiples s'inscrivant dans des contextes économiques, sociaux et culturels particuliers. Conscient de l'ampleur du problème et des effets dévastateurs du fléau sur la vie des enfants, le Comité des Droits de l'Enfant a eu à consacrer deux journées de débat général sur le thème de la violence contre les enfants. La première s'est tenue en 2000 et a traité de la violence d'Etat contre les enfants et la seconde qui a eu lieu en 2001 a porté sur la violence contre les enfants au sein de la famille et à l'école. Le président du Comité des Droits de l'Enfant avait notamment déclaré que l'étude devrait aboutir à la formulation de stratégies visant à prévenir toutes les formes de violence contre les enfants et à lutter contre elles efficacement, précisant les mesures à prendre au niveau international et national pour assurer la mise en place d'actions concrètes de prévention, de protection, d'intervention, de traitement, de réhabilitation et de réinsertion. C'est ainsi qu'en 2001, l'assemblée générale des Nations Unies a donné mandat au secrétaire général des Nations Unies de mener une étude approfondie sur la question de la violence contre les enfants. C'est ainsi qu'en 2002, la Commission des Droits de l'Homme a proposé à Kofi Anan de désigner un expert indépendant pour mener l'étude en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, l'Unicef et l'OMS. Le secrétaire général de l'Onu a de ce fait désigné Sergio Paulo Pinheiro en tant qu'expert indépendant pour diriger cette étude sur la violence contre les enfants. Elle a pour objectif : de donner une vision globale et approfondie de la violence contre les enfants particulièrement son ampleur, sa cause et ses conséquences ; et des recommandations claires et précises pour



combattre les différentes formes de violence contre les enfants par des mesures législatives, éducatives, préventives et autres. C'est le secrétaire de M. Pinheiro qui a demandé à l'Unicef d'organiser des consultations régionales sur l'étude des Nations Unies au sujet de la violence contre les enfants.

D'où la tenue de la consultation de Bamako des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre qui se tient les 24 et 25 mai 2005 au Palais des Congrès. Elle est organisée par l'Unicef et le gouvernement malien à la suite d'un long processus de collaboration

et d'échanges entre les différents partenaires. De hauts responsables gouvernementaux des 24 pays de la région, des représentants d'organisations internationales et régionales, des représentants d'Ong, des enfants ainsi que des médias y prendront part. La délégation mauritanienne devant participer à cette consultation est composée du ministre de la santé et des affaires sociales M. Mohamed Lemine Ould Selmane, qui devrait être dans la capitale malienne le 23 mai. Il est accompagné dans son déplacement par M. Abderrahmane Ould Jiddou directeur des affaires sociales, de Mme Hetoutou Mint Abdoullah directrice de la famille et de l'enfant au Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine (SECF). L'Unicef Mauritanie est représenté par M. Mohamed Lemine Ould Ahmed Seyfer son PO Protection. En outre Mme Lijetu Diarra présidente de l'Ong ABFFDD participe à cette consultation.

Moussa Diop à Bamako